



Le 29 août 2011

Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Energie

Le volet annexe éolien

Association CLER
2-Bât-B rue Jules Ferry
93100 Montreuil
Tél : 01 55 86 80 00
Fax : 01 55 86 80 01
Web : www.cler.org
Courriel : info@cler.org



Le rôle des SRCAE dans le succès de notre politique énergétique et dans l'atteinte de notre objectif d'au moins 23% d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale à l'horizon 2020 est essentiel, comme le confirme la circulaire ministérielle du 29 juillet 2011 relative aux schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie, adressée aux préfets de région, Dreal, Deal et Driea-Idf.

La volonté politique régionale est plus déterminante encore en ce qui concerne le développement de l'éolien, celui-ci étant le seul pour lequel le schéma régional sera contraignant. Pour cette raison, la Préfecture de Région et le Conseil régional doivent s'engager clairement en faveur du développement de l'éolien dans leur région.

Le CLER soutient fortement la définition d'objectifs de production ambitieux pour la région.

À ce titre, le CLER souhaite revenir tout particulièrement sur le risque engendré par l'empilement des contraintes souvent redondantes à différentes échelles. Les éoliennes sont déjà soumises au régime très strict de l'autorisation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) depuis le 12 juillet 2011 et à la planification territoriale par les zones de développement éolien (ZDE). Il est donc crucial que le SRCAE ne restreigne pas à son échelle les espaces pour l'implantation d'éolien à quelques « confettis » de territoire, alors que cette source d'énergie est une chance formidable, pour peu que son développement soit accompagné par les acteurs des territoires. Il faut donc que le volet annexe éolien du SRCAE se limite aux enjeux régionaux et ne constitue pas une contrainte supplémentaire.

La loi exige que les ZDE ne se trouvent que dans des zones définies comme « favorables » à l'éolien. Aussi, toute zone qui n'aura pas été définie comme telle dans le volet éolien du SRCAE deviendrait une zone d'interdiction de l'éolien ! À l'inverse, une zone favorable laisse la liberté de développer des parcs, sous le strict encadrement des collectivités locales (ZDE) et des ICPE. Il est donc logique de définir comme favorable à l'éolien tout le territoire régional, à l'exception des zones posant un problème majeur à l'échelle régionale. Il reviendra ensuite aux collectivités locales de définir si elles souhaitent accueillir des parcs et dans quelles conditions. C'est ainsi par exemple que la Bretagne a procédé, en classant comme zone favorable la quasi-totalité de la région.

Le principe d'une définition très large de zones « favorables » dans le volet éolien du SRCAE est renforcé par le fait qu'une exclusion de certaines zones à une échelle large (celle de la région) peut omettre des opportunités locales. Aussi la définition de zones d'exclusion, c'est-à-dire de zones non définies comme favorables, doit se limiter à des zones qui, à l'échelle régionale, posent des problèmes majeurs.

Si une part importante d'une région ou du pays n'est pas classée en zone favorable et se trouve donc de fait en zone d'interdiction de l'éolien, les conséquences ne se limitent pas à une restriction du développement de la filière. Cela restreint aussi massivement la liberté des communes et intercommunalités concernées puisque le parc terrestre de 19 000 MW visé en 2020 devra se répartir sur une surface restreinte. Les communes et intercommunalités situées en zones favorables se verront beaucoup plus contraintes de



développer des parcs, dans une logique de concentration qui va à l'inverse de l'acceptation locale, de la libre administration des collectivités et de la limitation des impacts environnementaux. Une telle contrainte provenant du niveau régional ferait ressentir l'éolien comme un fardeau, alors même que l'éolien décidé par les élus en concertation avec la population et les acteurs locaux est un facteur de développement local. La liberté des communes et de leurs groupements de choisir de développer l'éolien doit être garantie.

La question des radars est complexe car elle exige un dialogue au cas par cas pour estimer les mesures d'atténuation des risques et les distances de précaution qui doivent être prises. Ces questions sont entièrement prises en charge de manière extrêmement stricte par la procédure d'autorisation des ICPE. L'exclusion des zones autour des radars dans les SRCAE constituerait un doublon inutile avec les ICPE. Mais surtout, alors qu'une démarche de concertation avec l'aviation civile, Météo France ou la défense nationale, conduit bien souvent à trouver des solutions, l'inscription par défaut en zone non-favorable empêche tout dialogue et toute réflexion.

De même, le potentiel de production ne doit pas entrer en compte dans la définition des zones favorables. D'abord parce que le vent est un phénomène complexe dont les variations locales peuvent conduire à des erreurs d'évaluation ; ensuite parce que les technologies d'éoliennes évoluent d'année en année. Exclure des zones au seul prétexte que l'atlas régional semble indiquer un vent insuffisant conduirait à une interdiction irrémédiable et injustifiée. Seule l'implantation de mas de mesure peut répondre avec certitude à une telle question au cas par cas.

Le caractère opposable du volet éolien des SRCAE ne doit pas constituer une lourdeur administrative et une contrainte supplémentaires, faisant obstacle au développement des parcs éoliens.

Nous encourageons donc le choix d'une définition de zones favorables à l'éolien très larges, n'excluant que d'éventuelles zones très problématiques ou symboliques à l'échelle régionale. Cela afin de permettre aux acteurs locaux de définir avec finesse leur souhait de bénéficier d'énergie éolienne. C'est aussi une condition essentielle à l'atteinte de nos objectifs, global en matière d'énergies renouvelables (23% de la consommation d'énergie finale) et sectoriel en matière d'éolien (au moins 19 000 MW terrestres) à l'horizon 2020.

